agenzia fides
Fondata nel 1927
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org

AFRIQUE/MALI - Polémiques autour de l'envoi d'une force militaire des pays d'Afrique occidentale

Bamako (Agence Fides) – « Il faudra encore du temps avant de lancer une opération militaire dans le nord du Mali, avec le soutien de troupes de la CEDEAO » déclare à l'Agence Fides le Père Edmond Dembele, Secrétaire général de la Conférence épiscopale du Mali. Le Président par intérim du Mali, Dioncounda Traoré, avait demandé à la CEDEAO (Communauté économique des Etats d'Afrique occidentale) l'envoi d'une force militaire afin d'aider les forces armées locales à reprendre le contrôle du nord, qui se trouve depuis des mois entre les mains de différents groupes armés intégristes. Cependant, des polémiques ont éclaté sur les finalités et les pouvoirs de la force en question (voir Fides 05/09/2012).
« L'opposition des militaires maliens a fait que la CEDEAO s'est vue demander un appui logistique et aérien au profit de l'armée malienne. La présence de militaires étrangers pour protéger les institutions nationales est hors de question. Pour nos hautes autorités militaires, les militaires étrangers doivent au plus appuyer les opérations de reconquête du nord, lesquelles doivent être conduites par l'armée nationale » explique le Père Dembele.
Dans les négociations entre les autorités civiles et militaires de Bamako et la CEDEAO à propos de l'envoi de troupes de cette organisation dans le pays pèse en outre la polémique liée à un certain nombre de fournitures d'armement, bloquées dans les ports de Guinée et du Sénégal : « Il s'agit d'armes commandées par l'ancien Président Amadou Toumani Touré, renversé par le coup d'Etat militaire du mois de mars, qui sont bloquées depuis des mois dans les ports de ces deux Etats africains faisant eux aussi partie de la CEDEAO » déclare le Père Dembele. Les militaires maliens affirment que ces armes sont indispensables au lancement d'une opération militaire dans le nord. On se demande si le blocage de ces fournitures militaires constitue une forme de pression de la part de la CEDEAO afin de contraindre les autorités de Bamako à accepter l'envoi de la mission militaire. Mais il s'agit seulement d'une hypothèse non confirmée. Cette question fait certainement partie des négociations devant définir les conditions de la mission militaire. On ne prévoit pas l'arrivée des militaires de la force panafricaine à court terme mais pour le moins, les choses bougent » conclut le Père Dembele. (L.M.) (Agence Fides 07/09/2012)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it